

DONNÉES HISTORIQUES DEPUIS 1970-1971

BUDGET 2013-2014

INFORMATIONS ADDITIONNELLES ET DONNÉES HISTORIQUES

Table des matières

1. Informations additionnelles

- Tableau 1 : Sommaire des opérations budgétaires et financières consolidées
- Tableau 2 : Revenus par source du Fonds général
- Tableau 3 : Dépenses par ministère du Fonds général
- Tableau 4 : Opérations non budgétaires consolidées
- Tableau 5 : Opérations de financement consolidées

2. Données historiques

- Tableau 6 : Opérations budgétaires du Fonds général
- Tableau 7 : Opérations budgétaires des entités consolidées
- Tableau 7a : Fonds spéciaux
- Tableau 7b : Organismes autres que budgétaires
- Tableau 7c : Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation
- Tableau 8 : Fonds des générations
- Tableau 9 : Comptes à fin déterminée
- Tableau 10 : Transferts (dépenses) financés par le régime fiscal et ajustements de consolidation
- Tableau 11 : Sommaire des opérations budgétaires consolidées
- Tableau 12 : Revenus et dépenses consolidés redressés pour l'analyse de la croissance historique
- Tableau 13 : Sommaire des opérations non budgétaires
- Tableau 14 : Dette du gouvernement du Québec
- Tableau 15 : Dette nette du gouvernement du Québec
- Tableau 16 : Dette représentant les déficits cumulés
- Tableau 17 : Évolution du service de la dette

Note:

Les données pour les années 1997-1998 et subséquentes ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) et du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF), les fusions et abolitions découlant du projet de loi n° 130 (2011, chapitre 16) ainsi que les changements de comptabilisation pour la reclassification des créances fiscales douteuses et pour les transferts effectués par le biais du régime fiscal.

Dernière mise à jour : 21 novembre 2012

[TABLEAU 1](#)

[Retour à la table des matières](#)

Sommaire des opérations budgétaires et financières consolidées
(en millions de dollars)

	2008-2009 ⁽¹⁾	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Opérations budgétaires du Fonds général				
Revenus autonomes	45 152	44 129	47 225	50 272
Transferts fédéraux	14 023	15 161	15 425	15 243
Total des revenus budgétaires	59 175	59 290	62 650	65 515
Dépenses de programmes	-55 197	-58 215	-59 978	-61 503
Service de la dette	-6 639	-6 240	-7 084	-7 348
Total des dépenses budgétaires	-61 836	-64 455	-67 062	-68 851
Entités consolidées ⁽²⁾	1 403	2 225	2 022	1 548
Provision pour éventualités	-	-	-	-
SURPLUS (DÉFICIT)	-1 258	-2 940	-2 390	-1 788
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE				
Versements au Fonds des générations	-587	-725	-760	-840
Utilisations de la réserve	1 845	433	-	-
Modifications comptables ⁽³⁾	-	58	-	-
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE APRÈS RÉSERVE DE STABILISATION ⁽⁴⁾	-	-3 174	-3 150	-2 628
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	587	725	760	840
SOLDE BUDGÉTAIRE CONSOLIDÉ	587	-2 449	-2 390	-1 788
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	-966	-2 009	-3 173	-1 888
Immobilisations ⁽⁵⁾	-2 150	-3 939	-4 018	-3 623
Investissements nets dans les réseaux	-622	-	-	-
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	2 274	2 612	3 526	2 918
Autres comptes	645	1 354	1 901	-1 160
BESOINS NON BUDGÉTAIRES	-819	-1 982	-1 764	-3 753
BESOINS FINANCIERS NETS	-232	-4 431	-4 154	-5 541

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement. À compter de 2009-2010, les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation sont consolidés ligne par ligne. Ainsi, dorénavant, les besoins financiers nets consolidés tiennent compte des opérations budgétaires et non budgétaires des réseaux.

(1) Les opérations budgétaires et financières consolidées pour l'année 2008-2009 n'ont pas été redressées pour tenir compte des modifications comptables relatives aux immobilisations et aux participations dans les entreprises du gouvernement. Ces redressements auraient réduit le déficit de 7 M\$.

(2) Les résultats nets des entités consolidées incluent les ajustements de consolidation.

(3) La Loi sur l'équilibre budgétaire prévoit que le solde budgétaire doit prendre en considération l'incidence de certaines modifications comptables.

(4) Le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire après l'utilisation de la réserve de stabilisation correspond au solde budgétaire qui tient compte des affectations et des utilisations de la réserve de stabilisation.

(5) Sont exclus les investissements réalisés en mode partenariat public-privé qui n'ont pas d'impact sur les besoins financiers nets parce qu'ils sont réalisés et financés par des partenaires du secteur privé.

Fonds général
Revenus par source
(en millions de dollars)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Revenus autonomes				
Impôt sur le revenu et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	17 103	16 459	17 913	18 980
Cotisations au Fonds des services de santé	5 631	5 797	5 974	6 246
Impôt des sociétés	3 916	3 601	3 639	3 894
Sous-total	26 650	25 857	27 526	29 120
Taxes à la consommation				
Ventes	10 472	10 473	11 468	13 159
Tabac	594	664	764	802
Boissons alcooliques	430	433	446	440
Autres	17	16	-9	18
Sous-total	11 513	11 586	12 669	14 419
Droits et permis				
Ressources naturelles	9	105	310	340
Autres	243	249	275	263
Sous-total	252	354	585	603
Revenus divers				
Ventes de biens et services	428	448	438	366
Intérêts	635	387	438	455
Amendes, confiscations et recouvrements	661	619	731	560
Sous-total	1 724	1 454	1 607	1 381
Revenus provenant des entreprises du gouvernement				
Société des alcools du Québec	808	867	915	1 000
Loto-Québec	1 375	1 252	1 247	1 196
Hydro-Québec	3 098	2 943	2 478	2 545
Autres	-268	-184	198	8
Sous-total	5 013	4 878	4 838	4 749
Total	45 152	44 129	47 225	50 272
Transferts fédéraux				
Péréquation	8 028	8 355	8 552	7 815
Paieement de protection				369
Transferts pour la santé	3 740	4 148	4 309	4 511
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 267	1 461	1 455	1 488
Autres programmes	988	1 197	1 109	1 060
Total	14 023	15 161	15 425	15 243
TOTAL DES REVENUS	59 175	59 290	62 650	65 515

TABLEAU 3[Retour à la table des matières](#)**Fonds général****Dépenses par ministère⁽¹⁾**

(en millions de dollars)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Dépenses excluant service de la dette	55 197	58 215	59 978	61 503
Service de la dette				
Service de la dette directe	4 507	3 878	4 429	4 595
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 116	2 371	2 662	2 763
Avantages sociaux futurs	16	-9	-7	-10
Total	6 639	6 240	7 084	7 348
TOTAL DES DÉPENSES	61 836	64 455	67 062	68 851

(1) Exceptionnellement, les dépenses par ministère ne sont pas présentées dans cette section, car la nouvelle structure budgétaire 2013-2014 ne sera définie que lors du dépôt des prochains documents budgétaires. Dès qu'elle sera disponible, les dépenses par ministère, selon cette nouvelle structure, seront déposées sur le site Internet du ministère des Finances et de l'Économie du Québec.

Opérations non budgétaires consolidées

(en millions de dollars)

	2008-2009	2009-2010 ⁽¹⁾	2010-2011 ⁽¹⁾	2011-2012 ⁽¹⁾
Placements, prêts et avances				
Fonds général				
Entreprises du gouvernement				
Capital-actions et mise de fonds				
Investissement Québec	-	-	-	-400
Société générale de financement du Québec	-250	-250	-	-
Autres	-	-	2 ⁽²⁾	-
Variation de la valeur de consolidation des placements	-460	-591	-790	-595
Prêts et avances				-
Investissement Québec	-	-	-	-127
IQ FIER inc.	-39	-21	-	-
Hydro-Québec	-	-143	-49	200
Loto-Québec	-270	-32	-99	101
Autres	-9	-1	-1	1
Total des entreprises du gouvernement	-1 028	-1 038	-937	-820
Particuliers, sociétés et autres				
Placement auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec	804	296	-	-
Autres	-104	-135	274	-806
Municipalités et organismes municipaux	1	-	-	16
Total du Fonds général	-327	-877	-663	-1 610
Entités consolidées	-639	-1 132	-2 510	-278
Total des placements, prêts et avances	-966	-2 009	-3 173	-1 888
Immobilisations ⁽³⁾				
Fonds général				
Investissements nets	-241	-242	-312	-169
Amortissements	254	256	149	150
Entités consolidées	-2 163	-3 953	-3 855	-3 604
Total des immobilisations	-2 150	-3 939	-4 018	-3 623
Investissements nets dans les réseaux ⁽⁴⁾				
Déficit (surplus) annuel	-31	-	-	-
Prêts et avances aux réseaux	-591	-	-	-
Total des investissements nets dans les réseaux	-622	-	-	-
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs				
Coût des prestations constituées ⁽⁵⁾ , amortissement et cotisations	2 071	2 122	2 623	2 554
Intérêts sur l'obligation actuarielle	4 383	4 627	4 817	4 931
Prestations, remboursements et frais d'administration	-4 180	-4 294	-4 095	-4 791
Entités consolidées	-	157	181	224
Total des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	2 274	2 612	3 526	2 918
Autres comptes				
Fonds général	890	1 128	1 362	-832
Entités consolidées	-245	226	539	-328
Total des autres comptes	645	1 354	1 901	-1 160
TOTAL DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	-819	-1 982	-1 764	-3 753

(1) À partir de 2009-2010, avec la consolidation ligne par ligne, les placements, les prêts et avances, les immobilisations et les autres comptes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation sont maintenant pris en compte.

(2) Le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier a été cédé sans contrepartie le 1er mai 2010 à une entité externe au périmètre comptable, en vertu de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73.2).

(3) Sont exclus les investissements réalisés en mode partenariat public-privé qui n'ont pas d'impact sur les besoins financiers nets parce qu'ils sont réalisés et financés par des partenaires du secteur privé.

(4) Pour 2008-2009, les investissements nets des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation étaient établis sur la base de la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

(5) Valeur actuarielle des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculée selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services.

Opérations de financement consolidées⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
VARIATION DE L'ENCAISSE				
Fonds général	-5 748	3 878	-235	82
Entités consolidées	1 109	-176	-1 653	96
Total	-4 639	3 702	-1 888	178
EMPRUNTS NETS				
Fonds général				
Nouveaux emprunts	12 677	7 126	9 321	14 228
Remboursements d'emprunts	-4 134	-6 848	-4 581	-7 503
Sous-total	8 543	278	4 740	6 725
Entités consolidées				
Nouveaux emprunts	4 376	7 251	10 194	7 068
Remboursements d'emprunts	-2 411	-3 481	-3 810	-4 321
Sous-total	1 965	3 770	6 384	2 747
Total	10 508	4 048	11 124	9 472
Fonds d'amortissement des régimes de retraite⁽²⁾, autres actifs des régimes et fonds dédiés aux avantages sociaux futurs⁽³⁾				
	-4 918	-2 594	-4 322	-3 269
Fonds des générations	-719	-725	-760	-840
TOTAL DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	232	4 431	4 154	5 541

Note : À compter de 2009-2010, les données tiennent compte de la consolidation ligne par ligne des résultats des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation à ceux du gouvernement.

(1) Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif, une réduction.

(2) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus de placement du fonds y sont réinvestis et sont portés en diminution des intérêts sur l'obligation actuarielle pour produire la dépense d'intérêt au titre des régimes de retraite.

(3) Les fonds dédiés aux avantages sociaux futurs sont destinés à recevoir des sommes afin de pourvoir au versement des avantages sociaux futurs (congé de maladie accumulés et rentes de survivants) à l'égard des employés de l'État.

Opérations budgétaires

Fonds général⁽¹⁾

(en millions de dollars)

	Revenus autonomes ^{(2),(3)}	Transferts fédéraux ⁽⁴⁾	Revenus budgétaires	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses budgétaires
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale						
1970-1971	2 672	1 094	3 766	-3 714	-197	-3 911
1971-1972	3 110	1 293	4 403	-4 548	-210	-4 758
1972-1973	3 672	1 261	4 933	-5 038	-242	-5 280
1973-1974	4 279	1 376	5 655	-6 026	-288	-6 314
1974-1975	5 271	1 871	7 142	-7 288	-296	-7 584
1975-1976	6 006	2 222	8 228	-8 811	-368	-9 179
1976-1977	7 020	2 520	9 540	-10 260	-456	-10 716
1977-1978	7 867	3 088	10 955	-11 053	-606	-11 659
1978-1979	8 382	3 268	11 650	-12 331	-817	-13 148
1979-1980	9 295	3 754	13 049	-14 479	-970	-15 449
1980-1981	10 578	3 894	14 472	-16 571	-1 382	-17 953
1981-1982	13 269	4 473	17 742	-18 413	-1 950	-20 363
1982-1983	14 385	5 172	19 557	-19 720	-2 300	-22 020
1983-1984	15 414	6 227	21 641	-21 294	-2 511	-23 805
1984-1985	15 829	6 236	22 065	-22 926	-3 012	-25 938
1985-1986	17 795	6 178	23 973	-24 092	-3 354	-27 446
1986-1987	19 525	5 828	25 353	-24 769	-3 556	-28 325
1987-1988	21 992	6 117	28 109	-26 830	-3 675	-30 505
1988-1989	23 366	6 386	29 752	-27 654	-3 802	-31 456
1989-1990	24 359	6 674	31 033	-28 782	-4 015	-32 797
1990-1991	26 073	6 972	33 045	-31 583	-4 437	-36 020
1991-1992	27 720	6 747	34 467	-34 102	-4 666	-38 768
1992-1993	27 561	7 764	35 325	-35 599	-4 756	-40 355
1993-1994	28 165	7 762	35 927	-35 534	-5 316	-40 850
1994-1995	28 815	7 494	36 309	-36 248	-5 882	-42 130
1995-1996	30 000	8 126	38 126	-36 039	-6 034	-42 073
1996-1997	30 522	6 704	37 226	-34 583	-5 855	-40 438
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998						
1997-1998	30 415	5 656	36 071	-32 982	-7 039	-40 021
1998-1999	32 936	7 813	40 749	-35 382	-6 853	-42 235
1999-2000	35 417	6 064	41 481	-36 002	-7 035	-43 037
2000-2001	37 447	7 895	45 342	-38 317	-7 248	-45 565
2001-2002	35 638 ⁽⁵⁾	8 885	44 523 ⁽⁵⁾	-40 074	-6 930	-47 004
2002-2003	37 301 ⁽⁵⁾	8 932	46 233 ⁽⁵⁾	-41 834	-6 804	-48 638
2003-2004	38 819 ⁽⁵⁾	9 370	48 189 ⁽⁵⁾	-43 327	-6 850	-50 177
2004-2005	41 069	9 229	50 298	-45 452	-7 035	-52 487
2005-2006	42 374	9 969	52 343	-46 765	-7 042	-53 807
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007						
2006-2007	46 184	11 015	57 199	-49 022	-7 185	-56 207
2007-2008	45 881	13 629	59 510	-51 774	-7 160	-58 934
2008-2009	45 152	14 023	59 175	-55 197	-6 639	-61 836
2009-2010	44 129	15 161	59 290	-58 215	-6 240	-64 455
2010-2011	47 225	15 425	62 650	-59 978	-7 084	-67 062
2011-2012	50 272	15 243	65 515	-61 503	-7 348	-68 851

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Les données relatives au Fonds général excluent les revenus et dépenses des comptes à fin déterminée, des organismes et fonds spéciaux, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que ceux du Fonds des générations.

(2) Les revenus autonomes comprennent ceux des entreprises du gouvernement.

(3) À partir de 1997-1998, les données tiennent compte de la reclassification des créances fiscales douteuses.

(4) Les revenus sont présentés selon la comptabilité de caisse jusqu'en 2004-2005 et selon la comptabilité d'exercice par la suite.

(5) Les revenus comprennent les pertes exceptionnelles de la Société générale de financement du Québec de 91 M\$ en 2001-2002, de 339 M\$ en 2002-2003 et de 358 M\$ en 2003-2004.

Opérations budgétaires**Entités consolidées⁽¹⁾****De 1997-1998 à 2008-2009⁽²⁾**

(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Total des dépenses	Résultats nets
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale							
1971-1972							
1972-1973							
1973-1974							
1974-1975							
1975-1976							
1976-1977							
1977-1978							
1978-1979							
1979-1980							
1980-1981							
1981-1982							
1982-1983							
1983-1984							
1984-1985							
1985-1986							
1986-1987							
1987-1988							
1988-1989							
1989-1990							
1990-1991							
1991-1992							
1992-1993							
1993-1994							
1994-1995							
1995-1996							
1996-1997							
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998							
1997-1998	3 904	319	4 223	-2 127	-303	-2 430	1 793
1998-1999	4 281	298	4 579	-2 633	-334	-2 967	1 612
1999-2000	4 445	325	4 770	-2 869	-338	-3 207	1 563
2000-2001	4 439	239	4 678	-2 720	-358	-3 078	1 600
2001-2002	4 561	262	4 823	-2 939	-331	-3 270	1 553
2002-2003	4 947	262	5 209	-3 204	-328	-3 532	1 677
2003-2004	5 177	299	5 476	-3 455	-391	-3 846	1 630
2004-2005	5 252	323	5 575	-3 636	-414	-4 050	1 525
2005-2006	5 795	317	6 112	-4 094	-517	-4 611	1 501
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007							
2006-2007 ⁽³⁾	6 338	383	6 721	-4 266	-1 538	-5 804	917
2007-2008 ⁽³⁾	6 746	388	7 134	-4 917	-1 592	-6 509	625
2008-2009 ⁽³⁾	6 666	349	7 015	-4 707	-1 492	-6 199	816

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Les entités consolidées comprennent les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux (excluant le Fonds des générations) et les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

(2) À partir de 2009-2010, à la suite de la consolidation ligne par ligne des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, les chiffres des opérations budgétaires sont présentés distinctement pour les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les réseaux.

(3) Depuis la réforme comptable de 2006-2007, en accord avec les dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire qui s'appliquent depuis cette réforme, les montants présentés correspondent à ceux publiés dans les états financiers de l'année financière concernée, sans tenir compte des redressements pour ladite année qui peuvent être effectués au cours des années financières subséquentes.

Opérations budgétaires
Fonds spéciaux
2009-2010 et années subséquentes
(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Québec	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Total des dépenses	Résultats nets
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux ⁽¹⁾								
2009-2010	4 510	1 776	465	6 751	-5 062	-654	-5 716	1 035
2010-2011	4 994	1 845	382	7 221	-5 573	-817	-6 390	831
2011-2012	5 971	2 161	86	8 218	-6 572	-973	-7 545	673

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) À partir de 2009-2010, à la suite de la consolidation ligne par ligne des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, les chiffres des opérations budgétaires sont présentés distinctement pour les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les réseaux.

Opérations budgétaires
Organismes autres que budgétaires
2009-2010 et années subséquentes
(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Québec	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Total des dépenses	Résultats nets
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux ⁽¹⁾								
2009-2010	5 697	10 639	1 000	17 336	-15 982	-1 086	-17 068	268
2010-2011	5 957	10 593	604	17 154	-15 740	-1 194	-16 934	220
2011-2012	6 154	10 963	911	18 028	-16 695	-1 219	-17 914	114

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) À partir de 2009-2010, à la suite de la consolidation ligne par ligne des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, les chiffres des opérations budgétaires sont présentés distinctement pour les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les réseaux.

Opérations budgétaires
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation
2009-2010 et années subséquentes
(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Québec	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Total des dépenses	Résultats nets
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux ⁽¹⁾								
2009-2010	5 413	28 022	229	33 664	-32 828	-677	-33 505	159
2010-2011	5 234	29 016	310	34 560	-33 602	-798	-34 400	160
2011-2012	5 527	30 079	230	35 836	-35 280	-851	-36 131	-295

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) À partir de 2009-2010, à la suite de la consolidation ligne par ligne des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, les chiffres des opérations budgétaires sont présentés distinctement pour les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les réseaux.

Opérations budgétaires
Fonds des générations
(en millions de dollars)

	Revenus dédiés						Autres versements	Versements au Fonds des générations
	Redevances hydrauliques		Biens non réclamés	Autres	Revenus de placement	Total		
	Hydro-Québec	Producteurs privés						
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale								
1971-1972								
1972-1973								
1973-1974								
1974-1975								
1975-1976								
1976-1977								
1977-1978								
1978-1979								
1979-1980								
1980-1981								
1981-1982								
1982-1983								
1983-1984								
1984-1985								
1985-1986								
1986-1987								
1987-1988								
1988-1989								
1989-1990								
1990-1991								
1991-1992								
1992-1993								
1993-1994								
1994-1995								
1995-1996								
1996-1997								
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998								
1997-1998								
1998-1999								
1999-2000								
2000-2001								
2001-2002								
2002-2003								
2003-2004								
2004-2005								
2005-2006								
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007								
2006-2007	65	11	5	500	3	584		584
2007-2008	367	46	-		36	449	200	649
2008-2009	548	88	1		-50	587	132 ⁽¹⁾	719
2009-2010	569	89	7		60	725		725
2010-2011	560	90	16		94	760		760
2011-2012	591	91	9		149	840		840

(1) Versement de 132 M\$ à même la réserve de stabilisation découlant de la vente d'actifs de la Société immobilière du Québec.

Opérations budgétaires
Comptes à fin déterminée
(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts fédéraux	Total des revenus	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Total des dépenses	Résultats nets
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale							
1971-1972							
1972-1973							
1973-1974							
1974-1975							
1975-1976							
1976-1977							
1977-1978							
1978-1979							
1979-1980							
1980-1981							
1981-1982							
1982-1983							
1983-1984							
1984-1985							
1985-1986							
1986-1987							
1987-1988							
1988-1989							
1989-1990							
1990-1991							
1991-1992							
1992-1993							
1993-1994							
1994-1995							
1995-1996							
1996-1997							
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998							
1997-1998	119	486	605	-605	-	-605	-
1998-1999	121	181	302	-302	-	-302	-
1999-2000	138	141	279	-279	-	-279	-
2000-2001	158	185	343	-343	-	-343	-
2001-2002	193	329	522	-522	-	-522	-
2002-2003	242	263	505	-505	-	-505	-
2003-2004	219	451	670	-670	-	-670	-
2004-2005	211	387	598	-598	-	-598	-
2005-2006	229	836	1 065	-1 065	-	-1 065	-
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007							
2006-2007	237	572	809	-809	-	-809	-
2007-2008	267	716	983	-983	-	-983	-
2008-2009	257	709	966	-966	-	-966	-
2009-2010	295	857	1 152	-1 152	-	-1 152	-
2010-2011	135	1 481	1 616	-1 616	-	-1 616	-
2011-2012	252	1 225	1 477	-1 477	-	-1 477	-

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

TABLEAU 10

[Retour à la table des matières](#)
Transferts (dépenses) financés par le régime fiscal et ajustements de consolidation⁽¹⁾
 (en millions de dollars)

	Transferts (dépenses) financés par le régime fiscal				Ajustements de la consolidation ^{(1),(2)}				
	Transferts effectués par le biais du régime fiscal		Reclassification des créances fiscales douteuses		Revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Québec	Transferts fédéraux	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette
	Revenus autonomes	Dépenses excluant le service de la dette	Revenus autonomes	Dépenses excluant le service de la dette					
Avant réformes de la comptabilité gouvernementale									
1971-1972									
1972-1973									
1973-1974									
1974-1975									
1975-1976									
1976-1977									
1977-1978									
1978-1979									
1979-1980									
1980-1981									
1981-1982									
1982-1983									
1983-1984									
1984-1985									
1985-1986									
1986-1987									
1987-1988									
1988-1989									
1989-1990									
1990-1991									
1991-1992									
1992-1993									
1993-1994									
1994-1995									
1995-1996									
1996-1997									
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998									
1997-1998	810	-810	649	-649					
1998-1999	815	-815	404	-404					
1999-2000	868	-868	298	-298					
2000-2001	916	-916	265	-265					
2001-2002	1 007	-1 007	143	-143					
2002-2003	1 405	-1 405	278	-278					
2003-2004	1 693	-1 693	195	-195					
2004-2005	2 389	-2 389	414	-414					
2005-2006	3 729	-3 729	497	-497					
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007									
2006-2007	4 248	-4 248	548	-548					
2007-2008	4 382	-4 382	668	-668					
2008-2009	4 686	-4 686	798	-798					
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux									
2009-2010	4 978	-4 978	900	-900	-5 153	-40 437	-602	45 417	813
2010-2011	5 163	-5 163	933	-933	-5 031	-41 454	-709	46 287	958
2011-2012	5 145	-5 145	871	-871	-5 557	-43 203	-757	48 793	940

(1) Reclassification des dégrèvements fiscaux et ajustements de consolidation résultant principalement de l'élimination des opérations réciproques entre entités de différents secteurs.

(2) À partir de 2009-2010, à la suite de la consolidation ligne par ligne des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, les ajustements de consolidation sont présentés distinctement pour les revenus autonomes, les transferts du gouvernement du Québec, les transferts fédéraux, les dépenses excluant le service de la dette et le service de la dette.

TABLEAU 11

[Retour à la table des matières](#)

Sommaire des opérations budgétaires consolidées⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	Revenus autonomes	Transferts fédéraux ⁽²⁾	Revenus consolidés	Dépenses excluant le service de la dette	Service de la dette	Dépenses consolidées	Fonds des générations	Utilisations (affectations) de la réserve	Solde budgétaire au sens de la Loi après réserve ⁽³⁾	Fonds des générations	Solde budgétaire consolidé
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale											
1971-1972	3 110	1 293	4 403	-4 548	-210	-4 758			-355		-355
1972-1973	3 672	1 261	4 933	-5 038	-242	-5 280			-347		-347
1973-1974	4 279	1 376	5 655	-6 026	-288	-6 314			-659		-659
1974-1975	5 271	1 871	7 142	-7 288	-296	-7 584			-442		-442
1975-1976	6 006	2 222	8 228	-8 811	-368	-9 179			-951		-951
1976-1977	7 020	2 520	9 540	-10 260	-456	-10 716			-1 176		-1 176
1977-1978	7 867	3 088	10 955	-11 053	-606	-11 659			-704		-704
1978-1979	8 382	3 268	11 650	-12 331	-817	-13 148			-1 498		-1 498
1979-1980	9 295	3 754	13 049	-14 479	-970	-15 449			-2 400		-2 400
1980-1981	10 578	3 894	14 472	-16 571	-1 382	-17 953			-3 481		-3 481
1981-1982	13 269	4 473	17 742	-18 413	-1 950	-20 363			-2 621		-2 621
1982-1983	14 385	5 172	19 557	-19 720	-2 300	-22 020			-2 463		-2 463
1983-1984	15 414	6 227	21 641	-21 294	-2 511	-23 805			-2 164		-2 164
1984-1985	15 829	6 236	22 065	-22 926	-3 012	-25 938			-3 873		-3 873
1985-1986	17 795	6 178	23 973	-24 092	-3 354	-27 446			-3 473		-3 473
1986-1987	19 525	5 828	25 353	-24 769	-3 556	-28 325			-2 972		-2 972
1987-1988	21 992	6 117	28 109	-26 830	-3 675	-30 505			-2 396		-2 396
1988-1989	23 366	6 386	29 752	-27 654	-3 802	-31 456			-1 704		-1 704
1989-1990	24 359	6 674	31 033	-28 782	-4 015	-32 797			-1 764		-1 764
1990-1991	26 073	6 972	33 045	-31 583	-4 437	-36 020			-2 975		-2 975
1991-1992	27 720	6 747	34 467	-34 102	-4 666	-38 768			-4 301		-4 301
1992-1993	27 561	7 764	35 325	-35 599	-4 756	-40 355			-5 030		-5 030
1993-1994	28 165	7 762	35 927	-35 534	-5 316	-40 850			-4 923		-4 923
1994-1995	28 815	7 494	36 309	-36 248	-5 882	-42 130			-5 821		-5 821
1995-1996	30 000	8 126	38 126	-36 039	-6 034	-42 073			-3 947		-3 947
1996-1997	30 522	6 704	37 226	-34 583	-5 855	-40 438			-3 212		-3 212
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998											
1997-1998	35 897	6 461	42 358	-37 173	-7 342	-44 515			-2 157		-2 157
1998-1999	38 557	8 292	46 849	-39 536	-7 187	-46 723			126		126
1999-2000	41 166	6 530	47 696	-40 316	-7 373	-47 689			7		7
2000-2001	43 225	8 319	51 544	-42 561	-7 606	-50 167			427		427
2001-2002	41 542 ⁽⁴⁾	9 476	51 018	-44 685	-7 261	-51 946		950	22		22
2002-2003	44 173 ⁽⁴⁾	9 457	53 630	-47 226	-7 132	-54 358			-728		-728
2003-2004	46 103 ⁽⁴⁾	10 120	56 223	-49 340	-7 241	-56 581			-358		-358
2004-2005	49 335	9 939	59 274	-52 489	-7 449	-59 938			-664		-664
2005-2006	52 624	11 122	63 746	-56 150	-7 559	-63 709			37		37
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007⁽⁵⁾											
2006-2007	57 639	11 970	69 609	-58 893	-8 723	-67 616	-584	-1 300	109	584	693
2007-2008	58 393	14 733	73 126	-62 724	-8 752	-71 476	-449	-1 201	-	449	449
2008-2009	58 146	15 081	73 227	-66 354	-8 131	-74 485	-587	1 845	-	587	587
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux											
2009-2010	61 494	17 110	78 604	-73 700	-7 844	-81 544	-725	491 ⁽⁶⁾	-3 174	725	-2 449
2010-2011	65 370	17 493	82 863	-76 318	-8 935	-85 253	-760		-3 150	760	-2 390
2011-2012	69 475	16 938	86 413	-78 750	-9 451	-88 201	-840		-2 628	840	-1 788

(1) Pour les années antérieures à 2009-2010, le solde budgétaire consolidé ne tient pas compte des modifications apportées par le projet de loi n^o 40 (2009, chapitre 38) sur la mécanique de la réserve, afin de respecter les données financières présentées aux comptes publics pour ces années. À compter de l'année 2009-2010, les données tiennent compte de l'incidence du projet de loi n^o 40.

(2) Présentés selon la comptabilité de caisse jusqu'en 2004-2005 et selon la comptabilité d'exercice par la suite.

(3) Le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire après réserve correspond au solde budgétaire qui tient compte des affectations et des utilisations de la réserve de stabilisation.

(4) Les revenus autonomes comprennent les pertes exceptionnelles de la Société générale de financement du Québec de 91 M\$ en 2001-2002, de 339 M\$ en 2002-2003 et de 358 M\$ en 2003-2004.

(5) De 2006-2007 à 2008-2009, les résultats nets des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation étaient établis sur la base de la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. À partir de 2009-2010, les revenus et les dépenses des réseaux sont consolidés ligne par ligne, comme ceux des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux.

(6) En incluant une modification comptable de 58 M\$.

Revenus et dépenses consolidés redressés pour l'analyse de la croissance historique⁽¹⁾
 (en millions de dollars)

	Revenus		Dépenses					
	Revenus consolidés	Taux de croissance	Dépenses excluant le service de la dette	Taux de croissance	Service de la dette	Taux de croissance	Dépenses consolidés	Taux de croissance
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale								
1971-1972								
1972-1973								
1973-1974								
1974-1975								
1975-1976								
1976-1977								
1977-1978								
1978-1979								
1979-1980								
1980-1981								
1981-1982								
1982-1983								
1983-1984								
1984-1985								
1985-1986								
1986-1987								
1987-1988								
1988-1989								
1989-1990								
1990-1991								
1991-1992								
1992-1993								
1993-1994								
1994-1995								
1995-1996								
1996-1997								
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998								
1997-1998	42 358	s.o.	-37 173	s.o.	-7 342	s.o.	-44 515	s.o.
1998-1999	46 849	10,6%	-39 536	6,4%	-7 187	-2,1%	-46 723	5,0%
1999-2000	47 696	1,8%	-40 316	2,0%	-7 373	2,6%	-47 689	2,1%
2000-2001	51 544	8,1%	-42 561	5,6%	-7 606	3,2%	-50 167	5,2%
2001-2002	51 018	-1,0%	-44 685	5,0%	-7 261	-4,5%	-51 946	3,5%
2002-2003	53 630	5,1%	-47 226	5,7%	-7 132	-1,8%	-54 358	4,6%
2003-2004	56 223	4,8%	-49 340	4,5%	-7 241	1,5%	-56 581	4,1%
2004-2005	59 274	5,4%	-52 489	6,4%	-7 449	2,9%	-59 938	5,9%
2005-2006	63 746	7,5%	-56 150	7,0%	-7 559	1,5%	-63 709	6,3%
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007⁽²⁾								
2006-2007	69 609	9,2%	-58 893	4,9%	-8 723	15,4%	-67 616	6,1%
2007-2008	73 126	5,1%	-62 724	6,5%	-8 752	0,3%	-71 476	5,7%
2008-2009	73 227	0,1%	-66 354	5,8%	-8 131	-7,1%	-74 485	4,2%
2009-2010 ⁽³⁾	74 898	2,3%	-70 060	5,6%	-7 778	-4,3%	-77 838	4,5%
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux								
2009-2010 ⁽³⁾	78 604	s.o.	-73 700	s.o.	-7 844	s.o.	-81 544	s.o.
2010-2011	82 863	5,4%	-76 318	3,6%	-8 935	13,9%	-85 253	4,5%
2011-2012	86 413	4,3%	-78 750	3,2%	-9 451	5,8%	-88 201	3,5%

Note : Pour l'analyse de la croissance historique des revenus et des dépenses, compte tenu du changement dans la comptabilisation des données budgétaires et financières des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, il est nécessaire d'utiliser les taux de croissance ci-dessus.

(1) Pour les années antérieures à 2009-2010, le solde budgétaire consolidé ne tient pas compte des modifications apportées par le projet de loi n° 40 (2009, chapitre 38) sur la mécanique de la réserve, afin de respecter les données financières présentées aux comptes publics pour ces années. À compter de l'année 2009-2010, les données tiennent compte de l'incidence du projet de loi n° 40.

(2) De 2006-2007 à 2008-2009, les résultats nets des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation étaient établis sur la base de la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. À partir de 2009-2010, les revenus et les dépenses des réseaux sont consolidés ligne par ligne, comme ceux des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux.

(3) Afin de faciliter la comparabilité des données historiques et en raison de l'importance des montants en cause, nous avons présenté deux résultats pour 2009-2010. Le premier résulte de la consolidation selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation des organismes des réseaux et le second, de la consolidation selon la méthode de consolidation ligne par ligne. Cette dernière méthode est celle utilisée à partir de cet exercice.

Sommaire des opérations non budgétaires
(en millions de dollars)

	Opérations non budgétaires							
	Solde budgétaire consolidé	Placements, prêts et avances	Immobilisations ⁽¹⁾	Investissements nets dans les réseaux ⁽²⁾	Régimes de retraite	Autres comptes	Excédent (insuffisance)	Surplus (besoins) financiers nets
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale								
1971-1972	-355	-63			1	113	51	-304
1972-1973	-347	-53			-1	18	-36	-383
1973-1974	-659	-122			25	459	362	-297
1974-1975	-442	-146			104	319	277	-165
1975-1976	-951	-186			109	622	545	-406
1976-1977	-1 176	-183			187	-161	-157	-1 333
1977-1978	-704	-229			265	-488	-452	-1 156
1978-1979	-1 498	-189			316	119	246	-1 252
1979-1980	-2 400	-188			683	551	1 046	-1 354
1980-1981	-3 481	-56			822	416	1 182	-2 299
1981-1982	-2 621	-586			1 007	71	492	-2 129
1982-1983	-2 463	-761			1 051	-40	250	-2 213
1983-1984	-2 164	-672			1 057	-436	-51	-2 215
1984-1985	-3 873	-167			1 183	887	1 903	-1 970
1985-1986	-3 473	40			1 269	493	1 802	-1 671
1986-1987	-2 972	-380			1 355	260	1 235	-1 737
1987-1988	-2 396	-680			2 203	-493	1 030	-1 366
1988-1989	-1 704	-670			1 634	-265	699	-1 005
1989-1990	-1 764	-516			1 164	300	948	-816
1990-1991	-2 975	-458			1 874	77	1 493	-1 482
1991-1992	-4 301	-411			1 916	141	1 646	-2 655
1992-1993	-5 030	-490			1 525	82	1 117	-3 913
1993-1994	-4 923	-623			1 668	52	1 097	-3 826
1994-1995	-5 821	-1 142			1 509	578	945	-4 876
1995-1996	-3 947	-287			1 701	-415	999	-2 948
1996-1997	-3 212	-792			1 928	-60	1 076	-2 136
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998								
1997-1998	-2 157	-1 315	-209		1 888	109	473	-1 684
1998-1999	126	-1 402	-217		1 020	996	397	523
1999-2000	7	-2 006	-359		1 740	1 328	703	710
2000-2001	427	-1 632	-473		1 793	-631	-943	-516
2001-2002	22	-1 142	-995		2 089	-589	-637	-615
2002-2003	-728	-1 651	-1 482		2 007	217	-909	-1 637
2003-2004	-358	-1 125	-1 019		2 219	-1 183	-1 108	-1 466
2004-2005	-664	-979	-1 083		2 134	174	246	-418
2005-2006	37	-1 182	-1 166		2 310	-208	-246	-209
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007								
2006-2007	693	-2 213	-1 177	-1 002	2 559	-1 620	-3 453	-2 760
2007-2008	449	-2 658	-1 378	-487	2 458	988	-1 077	-628
2008-2009	587	-966	-2 150	-622	2 274	645	-819	-232
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux⁽³⁾								
2009-2010	-2 449	-2 009	-3 939		2 612	1 354	-1 982	-4 431
2010-2011	-2 390	-3 173	-4 018		3 526	1 901	-1 764	-4 154
2011-2012	-1 788	-1 888	-3 623		2 918	-1 160	-3 753	-5 541

Note : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement.

(1) Sont exclus les investissements réalisés en mode partenariat public-privé qui n'ont pas d'impact sur les besoins financiers nets parce qu'ils sont réalisés et financés par des partenaires du secteur privé.

(2) De 2006-2007 à 2008-2009, les investissements nets des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation étaient établis sur la base de la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

(3) À partir de 2009-2010, avec la consolidation ligne à ligne des réseaux, les placements, prêts et avances, les immobilisations et les autres comptes des réseaux sont maintenant pris en compte.

TABLEAU 14

[Retour à la table des matières](#)

Dette du gouvernement du Québec

Dette directe consolidée ⁽¹⁾			Régimes de retraite			Avantages sociaux futurs			Moins : Fonds des générations		Dette ⁽¹⁾	
			Passif au titre des régimes de retraite ⁽²⁾	Moins : Fonds d'amortissement des régimes de retraite	Passif net au titre des régimes de retraite	Passif au titre des avantages sociaux futurs	Moins : Fonds dédiés aux avantages sociaux futurs	Passif net au titre des avantages sociaux futurs				
(en M\$)	(en % du PIB)		(en M\$)	(en M\$)	(en M\$)	(en % du PIB)	(en M\$)	(en M\$)	(en M\$)	(en M\$)	(en % du PIB)	
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale						Dette totale - Données non redressées des impacts des réformes comptables de 1997-1998 et de 2006-2007						
1971-1972	2 920	11,9								3 309	12,0	
1972-1973	3 309	12,0								3 679	11,8	
1973-1974	3 679	11,8								4 097	11,2	
1974-1975	4 030	11,0			67	0,2				5 134	12,4	
1975-1976	4 955	12,0			179	0,4				6 389	13,2	
1976-1977	6 035	12,5			354	0,7				7 731	14,6	
1977-1978	7 111	13,4			620	1,2				9 240	15,7	
1978-1979	8 325	14,1			915	1,6				11 070	16,8	
1979-1980	9 472	14,4			1 598	2,4				14 667	20,1	
1980-1981	12 247	16,8			2 420	3,3				17 612	21,9	
1981-1982	14 184	17,6			3 428	4,3				20 974	24,6	
1982-1983	16 485	19,3			4 489	5,3				24 425	26,6	
1983-1984	18 880	20,6			5 545	6,0				27 945	27,9	
1984-1985	21 216	21,2			6 729	6,7				31 631	29,4	
1985-1986	23 633	22,0			7 998	7,4				34 959	29,9	
1986-1987	25 606	21,9			9 353	8,0				37 702	29,4	
1987-1988	26 819	20,9			10 883	8,5				39 688	28,1	
1988-1989	27 091	19,2			12 597	8,9				42 019	28,3	
1989-1990	27 699	18,7			14 320	9,6				45 864	29,9	
1990-1991	29 637	19,3			16 227	10,6				51 249	33,0	
1991-1992	33 106	21,3			18 143	11,7				58 899	37,2	
1992-1993	39 231	24,8			19 668	12,4				65 643	40,4	
1993-1994	45 160	27,8	21 337	-854	20 483	12,6				74 465	43,7	
1994-1995	52 468	30,8	22 846	-849	21 997	12,9				76 510	43,1	
1995-1996	52 886	29,8	24 547	-923	23 624	13,3				78 086	43,3	
1996-1997	52 625	29,2	26 475	-1 014	25 461	14,1						
Données redressées pour tenir compte des impacts de la réforme comptable de 2006-2007						Dette brute - Réseaux consolidés à la valeur de consolidation modifiée						
1997-1998	69 995	37,1	42 242	-1 179	41 063	21,8	759	-292	467	111 525	59,2	
1998-1999	73 803	37,6	43 350	-2 209	41 141	21,0	805	-317	488	115 432	58,8	
1999-2000	76 166	36,1	45 129	-5 040	40 089	19,0	867	-361	506	116 761	55,4	
2000-2001	80 108	35,6	47 001	-7 059	39 942	17,8	894	-382	512	120 562	53,6	
2001-2002	84 451	36,5	49 106	-10 199	38 907	16,8	938	-384	554	123 912	53,5	
2002-2003	89 083	36,9	51 167	-11 840	39 327	16,3	1 083	-358	725	129 135	53,5	
2003-2004	93 325	37,2	53 414	-14 204	39 210	15,6	1 034	-338	696	133 231	53,1	
2004-2005	98 842	37,6	55 634	-18 333	37 301	14,2	1 086	-335	751	136 894	52,1	
2005-2006	103 339	38,0	58 214	-22 563	35 651	13,1	1 095	-357	738	139 728	51,4	
2006-2007	110 412	39,1	60 802	-26 877	33 925	12,0	1 176	-424	752	-584	144 505	51,2
2007-2008	118 032	39,9	63 442	-31 749	31 693	10,7	1 166	-433	733	-1 233	149 225	50,4
2008-2009	124 629	40,9	65 803	-36 025	29 778	9,8	1 114	-1 055	59	-1 952	152 514	50,1
Données tenant compte de la consolidation ligne par ligne des réseaux						Dette brute - Réseaux consolidés ligne par ligne						
2008-2009	129 745	42,6	65 803	-36 025	29 778	9,8	1 114	-1 055	59	-1 952	157 630	51,8
2009-2010	136 074	44,6	67 989	-38 200	29 789	9,8	1 238	-1 106	132	-2 677	163 318	53,6
2010-2011	147 748	46,3	71 315	-42 265	29 050	9,1	1 222	-1 147	75	-3 437	173 436	54,3
2011-2012	158 887	47,3	74 079	-45 352	28 727	8,6	1 243	-1 196	47	-4 277	183 384	54,6

(1) Sont exclus les gains ou les pertes de change reportés ainsi que les emprunts réalisés par anticipation.

(2) Passif brut au titre des régimes de retraite diminué des actifs des régimes de retraite autres que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Dettes nettes du gouvernement du Québec

	(en M\$)	(en % du PIB)
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale⁽¹⁾		
1971-1972	2 645	10,8
1972-1973	2 992	10,9
1973-1974	3 651	11,7
1974-1975	4 093	11,2
1975-1976	5 044	12,2
1976-1977	6 353	13,2
1977-1978	7 058	13,3
1978-1979	8 460	14,4
1979-1980	10 836	16,5
1980-1981	14 326	19,6
1981-1982	12 569	15,6
1982-1983	15 038	17,6
1983-1984	17 298	18,8
1984-1985	21 455	21,4
1985-1986	25 735	24,0
1986-1987	28 716	24,5
1987-1988	31 115	24,2
1988-1989	32 819	23,3
1989-1990	34 583	23,3
1990-1991	37 558	24,5
1991-1992	41 885	27,0
1992-1993	46 914	29,6
1993-1994	51 837	32,0
1994-1995	57 677	33,8
1995-1996	61 624	34,8
1996-1997	64 833	35,9
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997 - 1998⁽²⁾		
1997-1998	88 597	47,0
1998-1999	88 810	45,3
1999-2000	89 162	42,3
2000-2001	88 208	39,2
2001-2002	92 772	40,1
2002-2003	95 601	39,6
2003-2004	97 025	38,7
2004-2005	99 042	37,7
2005-2006	104 683	38,6
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006 - 2007⁽³⁾		
2006-2007	124 297	44,0
2007-2008	124 681	42,1
2008-2009	134 237	44,1
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux⁽⁴⁾		
2009-2010	151 608	49,7
2010-2011	159 333	49,9
2011-2012	167 111	49,8

(1) Les données de 1971-1972 à 1996-1997 ne sont pas comparables à celles de 1997-1998 à 2011-2012.

(2) Les données de 1997-1998 à 2005-2006 ne sont pas comparables à celles de 1971-1972 à 1996-1997 et à celles de 2006-2007 à 2011-2012.

(3) Les données de 2006-2007 à 2008-2009 ne sont pas comparables aux données antérieures et à celles de 2009-2010 à 2011-2012.

(4) Les données de 2009-2010 à 2011-2012 ne sont pas comparables aux données antérieures.

Dettes représentant les déficits cumulés

	Dettes représentant les déficits cumulés pour les fins des comptes publics ^{(1),(2)}		Plus : solde de la réserve de stabilisation (en M\$)	Dettes représentant les déficits cumulés après la prise en compte de la réserve de stabilisation	
	(en M\$)	(en % du PIB)		(en M\$)	(en % du PIB)
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale ⁽³⁾					
1971-1972	2 645	10,8		2 645	10,8
1972-1973	2 992	10,9		2 992	10,9
1973-1974	3 651	11,7		3 651	11,7
1974-1975	4 093	11,2		4 093	11,2
1975-1976	5 044	12,2		5 044	12,2
1976-1977	6 353	13,2		6 353	13,2
1977-1978	7 058	13,3		7 058	13,3
1978-1979	8 460	14,4		8 460	14,4
1979-1980	10 836	16,5		10 836	16,5
1980-1981	14 326	19,6		14 326	19,6
1981-1982	12 569	15,6		12 569	15,6
1982-1983	15 038	17,6		15 038	17,6
1983-1984	17 298	18,8		17 298	18,8
1984-1985	21 455	21,4		21 455	21,4
1985-1986	25 735	24,0		25 735	24,0
1986-1987	28 716	24,5		28 716	24,5
1987-1988	31 115	24,2		31 115	24,2
1988-1989	32 819	23,3		32 819	23,3
1989-1990	34 583	23,3		34 583	23,3
1990-1991	37 558	24,5		37 558	24,5
1991-1992	41 885	27,0		41 885	27,0
1992-1993	46 914	29,6		46 914	29,6
1993-1994	51 837	32,0		51 837	32,0
1994-1995	57 677	33,8		57 677	33,8
1995-1996	61 624	34,8		61 624	34,8
1996-1997	64 833	35,9		64 833	35,9
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997 - 1998 ⁽⁴⁾					
1997-1998	82 581	43,8		82 581	43,8
1998-1999	82 577	42,1		82 577	42,1
1999-2000	82 469	39,1		82 469	39,1
2000-2001	81 042	36,0	950	81 992	36,5
2001-2002	84 538	36,5		84 538	36,5
2002-2003	85 885	35,6		85 885	35,6
2003-2004	86 290	34,4		86 290	34,4
2004-2005	87 224	33,2		87 224	33,2
2005-2006	91 699 ⁽⁵⁾	33,7		91 699 ⁽⁵⁾	33,7
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006 - 2007 ⁽⁶⁾					
2006-2007	96 124	34,0	1 300	97 424	34,5
2007-2008	94 824	32,0	2 301	97 125	32,8
2008-2009	103 000	33,8	433	103 433	34,0
2009-2010	109 125	35,8		109 125	35,8
2010-2011	111 946	35,1		111 946	35,1
2011-2012	114 122	34,0		114 122	34,0

(1) Avant la prise en compte de la réserve de stabilisation.

(2) Sont inclus divers redressements comptables qui n'ont pas fait l'objet d'un ajustement du surplus (déficit) des années antérieures.

(3) Les données de 1971-1972 à 1996-1997 ne sont pas comparables à celles de 1997-1998 à 2011-2012.

(4) Les données de 1997-1998 à 2005-2006 ne sont pas comparables à celles de 1971-1972 à 1996-1997 et à celles de 2006-2007 à 2011-2012.

(5) La hausse observée en 2006-2007 est principalement attribuable à la mise en place de la comptabilité d'exercice dans les transferts fédéraux.

(6) Les données de 2006-2007 à 2011-2012 ne sont pas comparables aux données antérieures.

Évolution du service de la dette

	Fonds général				Entités consolidées (en M\$)	Service de la dette totale		
	Dettes directes (en M\$)	Intérêts au titre des régimes de retraite ⁽¹⁾ (en M\$)	Avantages sociaux futurs ⁽²⁾ (en M\$)	Total (en M\$)		(en % des revenus budgétaires)	(en M\$)	(en % des revenus consolidés)
Avant les réformes de la comptabilité gouvernementale								
1971-1972	210			210	4,8	210	4,8	
1972-1973	242			242	4,9	242	4,9	
1973-1974	288			288	5,1	288	5,1	
1974-1975	296			296	4,1	296	4,1	
1975-1976	368			368	4,5	368	4,5	
1976-1977	456			456	4,8	456	4,8	
1977-1978	606			606	5,5	606	5,5	
1978-1979	763	54		817	7,0	817	7,0	
1979-1980	882	88		970	7,4	970	7,4	
1980-1981	1 217	165		1 382	9,5	1 382	9,5	
1981-1982	1 686	264		1 950	11,0	1 950	11,0	
1982-1983	1 921	379		2 300	11,8	2 300	11,8	
1983-1984	2 031	480		2 511	11,6	2 511	11,6	
1984-1985	2 414	598		3 012	13,7	3 012	13,7	
1985-1986	2 648	706		3 354	14,0	3 354	14,0	
1986-1987	2 754	802		3 556	14,0	3 556	14,0	
1987-1988	2 751	924		3 675	13,1	3 675	13,1	
1988-1989	2 665	1 137		3 802	12,8	3 802	12,8	
1989-1990	2 829	1 186		4 015	12,9	4 015	12,9	
1990-1991	3 026	1 411		4 437	13,4	4 437	13,4	
1991-1992	3 222	1 444		4 666	13,5	4 666	13,5	
1992-1993	3 475	1 281		4 756	13,5	4 756	13,5	
1993-1994	3 750	1 566		5 316	14,8	5 316	14,8	
1994-1995	4 333	1 549		5 882	16,2	5 882	16,2	
1995-1996	4 287	1 747		6 034	15,8	6 034	15,8	
1996-1997	3 906	1 949		5 855	15,7	5 855	15,7	
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1997-1998								
1997-1998	4 074	2 965		7 039	19,5	303	7 342	17,3
1998-1999	4 439	2 414		6 853	16,8	334	7 187	15,3
1999-2000	4 403	2 632		7 035	17,0	338	7 373	15,5
2000-2001	4 654	2 594		7 248	16,0	358	7 606	14,8
2001-2002	4 213	2 717		6 930	15,6	331	7 261	14,2
2002-2003	4 156	2 648		6 804	14,7	328	7 132	13,3
2003-2004	4 108	2 742		6 850	14,2	391	7 241	12,9
2004-2005	4 248	2 787		7 035	14,0	414	7 449	12,6
2005-2006	4 211	2 831		7 042	13,5	517	7 559	11,9
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2006-2007								
2006-2007	4 503	2 643	39	7 185	12,6	1 538	8 723	12,5
2007-2008	4 687	2 436	37	7 160	12,0	1 592	8 752	12,0
2008-2009	4 507	2 116	16	6 639	11,2	1 492	8 131	11,1
Avec la consolidation ligne par ligne des réseaux								
2009-2010	3 878	2 371	-9	6 240	10,5	1 604	7 844	10,0
2010-2011	4 429	2 662	-7	7 084	11,3	1 851	8 935	10,8
2011-2012	4 595	2 763	-10	7 348	11,2	2 103	9 451	10,9

(1) Les intérêts au titre des régimes de retraite correspondent aux intérêts sur l'obligation actuarielle moins les revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

(2) Les avantages sociaux futurs correspondent aux intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés moins les revenus de placement du Fonds des congés de maladie accumulés et aux intérêts sur l'obligation relative au régime de rente de survivants moins les revenus de placement du Fonds du régime de rentes de survivants.

